

M. SEXSMITH: Pourquoi alors l'avez-vous élevé?

M. HUGHES: Parce que, si l'honorable député a bien suivi mon argumentation, et si cette argumentation vaut quelque chose, j'ai prouvé que le prix de la pomme de terre aux Etats-Unis doit être, d'une façon générale, plus élevé qu'au Canada, excepté peut-être durant les mois de juin, juillet et août, lorsque nous n'avons pas suffisamment de pommes de terre pour nos propres besoins.

M. BEST: Pourquoi, dans un pays qui produit tant de pommes de terre, n'en avons-nous pas en abondance dans le mois de juillet, alors qu'elles se vendent à un bon prix?

M. HUGHES: L'honorable député est-il cultivateur?

M. BEST: Oui, je suis cultivateur et je cultive des pommes de terre.

M. HUGHES: Si l'honorable député est cultivateur il sait que, sauf exception extraordinaire, les pommes de terre ne se conservent pas toute l'année et qu'elles ne sont guère utilisables à l'époque que j'ai mentionnée. L'abolition du droit ne ferait pas tort au cultivateur, mais elle avantagerait beaucoup les gens des villes ayant besoin de cette denrée à cette époque-là de l'année. L'adoption de cet amendement ne ferait pas disparaître l'interdiction mise sur les pommes de terre que nous voudrions exporter aux Etats-Unis, mais il pourrait être inoffensif et prouver, au moins, que nous désirons faire le commerce de ce produit avec les Etats-Unis sur un pied d'égalité. Cette loi pourrait être interprétée comme étant un témoignage d'amitié, tandis que si nous maintenons le droit de 20 cents par minot sur les pommes de terre américaines, quand les Etats-Unis sont prêts à abolir complètement celui dont ils avaient frappé les nôtres, nous donnerons à penser que nous sommes mal disposés.

M. SEXSMITH: Sont-ils prêts à lever l'interdiction?

M. HUGHES: Ils avaient mis l'interdiction sur nos pommes de terre parce qu'on leur avait représenté qu'elles n'étaient pas saines.

M. HENDERSON: Pensez-vous qu'on avait raison?

M. HUGHES: Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est qu'un fonctionnaire de ce Gouvernement est allé dire aux autorités de Washington, en décembre dernier, que nos pommes de terre n'étaient pas saines.

M. WRIGHT: Quel est son nom?

M. HUGHES: C'est le docteur Gussow.

M. WRIGHT: C'est après cela qu'on a mis l'interdiction?

M. HUGHES: Les autorités américaines étaient justement à étudier cette question quand le docteur Gussow est allé à Washington, le 17 ou le 18 décembre. Quand même nos pommes de terre auraient été atteintes de quelque maladie, qu'avions-nous besoin d'aller le dire aux Américains? En tous cas, les pommes de terres de l'île du Prince-Edouard étaient saines et le consul américain à Charlottetown l'a démontré à son gouvernement. Voici ce qu'a publié un de nos journaux, à ce sujet:

Au sujet de l'interdiction mise sur les pommes de terre, notre population sera heureuse d'apprendre que cette intéressante question a déterminé M. Wesley Frost, consul américain, à envoyer un rapport à Washington. Après mûr examen, il a fait rapport, il y a quelques jours, que les pommes de terre de l'île étaient exposées à pourrir à cause de sécheresse ou d'humidité, mais qu'elles n'étaient pas atteintes de maladies indiquées dans le rapport du ministère de l'Agriculture. Cette déclaration favorable de M. Frost au sujet des pommes de terre de l'île devrait faire réfléchir les autorités.

M. BURNHAM: Que diriez-vous de la mise en interdiction des pommes de terres du Nouveau-Brunswick?

M. HUGHES: Cette question n'est pas du tout à propos. Je ne comprends pas l'honorable député. Je ne comprends pas, non plus, que la session de la Législature de l'île du Prince-Edouard se soit terminée il y a quelques jours sans que la députation ait pensé à seconder les efforts de M. Frost. Je prie l'honorable ministre de l'Agriculture de travailler à faire disparaître toute maladie dont les pommes de terre des Provinces maritimes et de l'île du Prince-Edouard en particulier soient atteintes, et de prouver aux Américains qu'elles sont saines. Il ne saurait faire de meilleure œuvre, et j'espère qu'il va prouver pratiquement qu'il le comprend. L'île du Prince-Edouard exporte des quantités de pommes de terre à Cuba et aux Antilles, en général. Ce marché lui serait fermé si ses pommes de terre passaient pour être atteintes de maladie. Il importe donc souverainement qu'on s'occupe de la question sans retard. Du reste, il doit être possible de faire disparaître cette maladie, si maladie il y a. Certains membres de la droite voudraient traiter ce sujet à la légère? Il en est ainsi pour toute question intéressant les cultivateurs. La droite n'a d'attention